

Ce document a été créé par l'équipe du gouvernement ouvert en collaboration avec le Forum multi-intervenants à travers une analyse des commentaires des consultations publiques des phases 1 et 2. Il contient des informations sur ce que nous avons entendu des Canadiens et de la société civile, ainsi que sur les meilleures pratiques internationales. Le document a été utilisé pour encadrer les discussions entre les représentants du gouvernement et la société civile et ne représente pas le point de vue officiel du gouvernement du Canada. Par conséquent, le gouvernement du Canada n'endosse, n'approuve ni ne certifie ces documents et ne fait aucune déclaration ou garantie que les renseignements présentés sont exacts, complets ou corrects.

Consultations pour le 5^e Plan d'action national pour un gouvernement ouvert

Lutte contre la désinformation et maintien d'élections justes et équitables – Cadre de discussion

Sommaire

Contexte - En tant que membre du Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO), une initiative multilatérale internationale, le gouvernement du Canada élabore son 5^e Plan d'action national pour un gouvernement ouvert (ci-après le PAN). Ce plan d'action s'articulera autour des principes et des outils de gouvernement ouvert, par exemple la transparence, la responsabilisation, la mobilisation, la collaboration, l'inclusion et les données ouvertes, afin de résoudre les problèmes ciblés. La création d'un plan d'action en consultation avec la société civile et le public est un élément clé du processus menant à un gouvernement ouvert.

Sujet - La lutte contre la désinformation et le maintien d'élections justes et équitables ont été mis en avant comme thème lors de nos dernières consultations pour le PAN.

But - Appliquer les principes et les outils de transparence, de responsabilisation et de participation citoyenne aux questions touchant la désinformation et les élections justes et équitables.

Commentaires des participants aux consultations

- **Améliorer les habiletés numériques et l'éducation aux médias.** Les participants ont indiqué que le gouvernement devrait fournir aux particuliers les outils dont ils ont besoin pour reconnaître les informations compromises sur les médias sociaux, pendant et entre les périodes électorales. Ils nous ont dit que la création d'un langage clair et accessible, d'un apprentissage ciblé et de mesures incitatives visant différents groupes démographiques, ainsi que l'établissement de partenariats avec divers intervenants pourraient soutenir les efforts d'apprentissage et d'éducation.
- **Créer des communications cohérentes et authentifiées.** Les participants estiment que le gouvernement devrait créer des communications claires, directes, simples et présentant l'image de marque pour aider les particuliers à trouver des sources d'information fiables à propos de sujets tels que les élections, ce qui leur permettrait de mieux connaître les institutions et d'avoir une plus grande confiance en celles-ci. Selon les participants, l'authentification pourrait se faire au moyen de la technologie sur diverses plateformes et à l'appui des principes et des valeurs d'établissement des relations, tout en réduisant les fossés qui ne cessent de s'élargir.

- **Bâtir des cadres politiques et juridiques plus solides.** Les participants ont fait savoir que le gouvernement devrait renforcer les cadres juridiques et politiques pour améliorer la transparence et la responsabilisation de tous les acteurs clés des forums publics (par exemple, plateformes de médias sociaux). Ils estiment que de tels cadres faciliteraient le processus de consentement (adhésion ou non-adhésion), et permettraient d'assurer la responsabilité de tous les acteurs et de leur imposer des conséquences en temps utile s'ils ne suppriment pas l'information erronée ou ne prennent pas les mesures qui s'imposent.
- **Garantir un accès équitable à Internet à travers le Canada.** Selon les participants, l'accès à Internet devrait être considéré comme un droit de la personne et réparti équitablement dans tout le Canada. Toujours selon eux, le développement social ou la réglementation des espaces publics virtuels pourraient aider à mieux comprendre les répercussions d'un accès inéquitable et à les atténuer.

Quelles sont les pratiques exemplaires internationales?

La lutte contre la désinformation et le maintien d'élections justes et équitables sont des domaines stratégiques clés du PGO. Dans son rapport intitulé « [La démocratie au-delà des urnes](#) », il demande aux gouvernements d'assurer le maintien d'élections justes et équitables, de veiller à ce que la voix des citoyens ne se limite pas au jour du scrutin et de lutter contre la désinformation. Les événements survenus récemment aux États-Unis ont également attiré l'attention sur cette question.

Pour obtenir des pratiques exemplaires précises, veuillez consulter la fiche d'information.

Suggestions des membres de la société civile et du Forum multi-intervenants (FMI)

En ce qui concerne les sujets soulevés par les participants aux consultations

En ce qui concerne l'amélioration des habiletés numériques et de l'éducation aux médias : le travail visant à améliorer l'éducation aux médias et les habiletés numériques ne doit pas être dirigé par le gouvernement. Les gouvernements devraient plutôt chercher à faire davantage appel aux organisations de la société civile (OSC), ce qui permettrait de tirer parti de leurs travaux et de leurs réseaux, d'instaurer la confiance dans un « écosystème de l'information » à plus grande échelle, et de contribuer au développement de celui-ci, et de soutenir les organisations auxquelles les citoyens font confiance. Il est également important d'identifier et de cibler les groupes ayant le plus besoin d'éducation aux médias et de meilleures habiletés numériques (par exemple, personnes âgées, nouveaux arrivants).

En ce qui concerne la création de communications cohérentes et authentifiées pour les élections : comme pour l'éducation aux médias, le gouvernement ne peut pas être la seule source d'information fiable. Les pratiques de gouvernement ouvert permettront aux OSC d'analyser les actions du gouvernement et de fournir une vérification indépendante à cet égard. Par exemple, un meilleur cadre de données sur les frontières électorales (par exemple, ouverture des données sur les codes postaux) permettrait aux OSC d'analyser les dépenses par région. Il est également nécessaire d'attirer l'attention sur l'infrastructure limitée de « vérification des faits » au Canada et sur les OSC qui participent à ce travail. Parallèlement, il est nécessaire d'assurer la transparence des radiodiffuseurs nationaux lors de la

vérification des faits, ainsi que d'aligner les lois et règlements sur la radiodiffusion afin de pénaliser le manquement aux règles.

En ce qui concerne les pratiques exemplaires internationales : il faut examiner ce qui se fait à l'étranger pour être en mesure d'appuyer les suggestions susmentionnées présentées par les membres du FMI. Il est recommandé de lire le rapport de l'[enquête sur l'analyse des données à des fins politiques](#) (en anglais) de l'Information Commissioner's Office (ICO) du Royaume-Uni afin d'obtenir un contexte de base quant aux défis canadiens. En ce qui a trait à la « vérification des faits », il est important de comprendre les modèles étrangers, y compris celui de l'organisme sans but lucratif britannique [Full Fact](#) (site anglais) et le [Duke Reporters' Lab](#) (site anglais), basé dans les universités américaines. Enfin, il y a tout lieu de définir le contexte canadien de l'« espace civique » et son importance pour des élections justes et équitables (pour les sources : voir les travaux de CIVICUS et d'InterNews [site anglais] sur l'espace civique).

Commentaires supplémentaires des membres de la société civile du FMI

Comblent le fossé numérique

Le thème « **garantir un accès équitable à Internet à travers le Canada** » met en évidence le besoin de s'attaquer au problème transversal du fossé numérique. L'infrastructure doit être abordée en premier lieu, en mettant l'accent sur un accès abordable pour tous les Canadiens. Bien que ce problème relève traditionnellement du ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique (ISDE) et du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), il est temps que le ministère de l'Emploi et du Développement social (EDSC) occupe une place de chef de file, car il ne s'agit pas seulement d'un problème de secteur d'activité. Peu de progrès en matière de participation inclusive, nécessaires aux engagements de gouvernement ouvert, peuvent être réalisés au Canada sans un accès à Internet abordable.

FICHE D'INFORMATION

RENSEIGNEMENTS CONTEXTUELS DÉTAILLÉS

Consultations pour le 5^e PAN

- Le Canada doit présenter son 5^e PAN au PGO en 2021 afin de respecter ses obligations internationales.
- Pour élaborer le plan, le gouvernement du Canada a consulté les Canadiens au cours de la période allant de l'automne 2019 à la fin de 2020. Les consultations comprenaient des réunions avec la société civile, des webinaires d'information, des forums de discussion en ligne, des événements virtuels en ligne et des conférences téléphoniques.
- Quatre grands thèmes ont été retenus pour des discussions plus approfondies, à savoir la transparence financière et des entreprises, les changements climatiques et la croissance durable, la lutte contre la désinformation et le maintien d'élections justes et équitables, et l'accès à la justice.
- Faits des séances de discussion sur la **lutte contre la désinformation et le maintien d'élections justes et équitables** :
 - **trois séances virtuelles en ligne** organisées pendant la semaine du 30 novembre 2020, en plus d'un forum de discussion en ligne;
 - **37 personnes** ont participé à ces séances;
 - des représentants d'Affaires mondiales Canada (**AMC**), du Bureau du Conseil privé (**BCP**) et de Patrimoine canadien (**PCH**) ont participé aux séances en tant que spécialistes techniques.

POURQUOI UN ENGAGEMENT À L'ÉGARD DE LA LUTTE CONTRE LA DÉSINFORMATION ET LE MAINTIEN D'ÉLECTIONS JUSTES ET ÉQUITABLES?

1) Continuité : 4^e PAN

Observations tirées des consultations antérieures

Dans le cadre des consultations pour l'élaboration du PAN de 2018-2020 du Canada en 2017, les participants ont exprimé leurs préoccupations croissantes quant à l'érosion de la confiance dans les institutions publiques et les processus démocratiques dans le monde entier, y compris au Canada. Le thème de la « démocratie saine », en particulier, a été mentionné à maintes reprises lors des discussions générales où les participants ont été appelés à donner leurs opinions sur la raison pour laquelle le gouvernement ouvert est important et la direction qu'il doit prendre. En effet, bon nombre des participants considéraient le mouvement de gouvernement ouvert comme un contrepoids au déclin démocratique et voyaient des possibilités pour le Canada de faire preuve de leadership à cet égard, tant sur la scène nationale qu'internationale. Avec le net espoir que la transparence et la participation du public puissent soutenir la confiance du public dans le gouvernement, menant à une démocratie plus forte, ce thème est apparu comme un nouveau domaine de travail possible pour le gouvernement

ouvert. La plupart des travaux antérieurs dans ce domaine portent principalement sur la détermination d'initiatives précises susceptibles de contribuer au renforcement et à la protection des processus démocratiques au Canada.

Engagements pris dans le 4^e PAN

D'après les commentaires susmentionnés, en 2018, le BCP, PCH et AMC se sont engagés dans le 4^e PAN à :

- renforcer la démocratie et les institutions démocratiques au Canada, tant avant qu'après les élections fédérales de 2019;
- renforcer la capacité internationale à cerner les diverses menaces en évolution pour la démocratie, et y répondre, notamment grâce à l'échange d'informations et de résultats d'analyse et à la détermination des possibilités de réponses coordonnées;
- tirer parti des programmes de PCH, notamment Les jeunes s'engagent et le Fonds pour l'histoire du Canada, afin de contribuer à une démocratie saine;
- soutenir un écosystème de nouvelles sain et fiable;
- se faire le champion des normes internationales à l'appui de la diversité du contenu ainsi que de la qualité et de la transparence de l'information en ligne.

Efforts déployés jusqu'à aujourd'hui

- Dans le cadre du [4^e Plan d'action national pour un gouvernement ouvert](#), le BCP, AMC et PCH se sont engagés à **renforcer la résilience des institutions démocratiques canadiennes à l'ère numérique, tout en respectant les droits de la personne et les libertés fondamentales.**
- Afin de **renforcer les institutions démocratiques au Canada**, le BCP a entrepris avec succès de **moderniser les lois électorales** afin de les rendre plus sûres, transparentes et accessibles. Pour ce faire, il a renforcé le rôle du commissaire aux élections fédérales, interdit le financement étranger et amélioré la transparence dans la façon dont la publicité traditionnelle et en ligne cible les Canadiens. Le BCP a également donné suite à l'engagement pris dans le budget de 2018 de mettre en place un nouveau processus qui garantirait que les débats des chefs fédéraux sont organisés dans l'intérêt public et de façon à renseigner les Canadiens sur les partis en lice, leurs chefs et leurs positions de principe.
- Afin de **renforcer la capacité internationale à cerner les menaces en évolution pour la démocratie, et y répondre**, AMC a rendu pleinement opérationnel le [Mécanisme de réponse rapide](#) (MRR) du G7, une initiative qui a pour but de renforcer la coordination au sein du G7 pour détecter et prévenir les menaces pour les démocraties du G7, et y répondre, et a établi son unité de coordination.
- Afin de **favoriser une démocratie saine et fiable**, PCH a soutenu avec succès ses programmes et son initiative existants, notamment [Les jeunes s'engagent](#) et le [Fonds pour l'histoire du Canada](#), en mettant l'accent sur les habiletés numériques, l'éducation aux médias et l'éducation politique des Canadiens. Afin de **soutenir un écosystème de nouvelles sain et fiable au Canada**, PCH a exploré de nouveaux modèles qui permettent des dons privés et un soutien

philanthropique afin de favoriser un journalisme et des nouvelles locales fiables, professionnels et sans but lucratif. Le ministère a également mobilisé des organisations pour discuter de la façon dont le gouvernement peut faciliter davantage la transition vers les médias numériques.

- Enfin, **afin de se faire le champion de la diversité du contenu ainsi que de la qualité et de la transparence de l'information en ligne**, PCH a organisé une séance de travail à l'intention des spécialistes de la diversité du contenu à l'ère numérique afin de faire progresser la conversation nationale et internationale sur les principes qui devraient orienter l'action dans cet espace.

2) Commentaires de 2020 sur la lutte contre la désinformation et le maintien d'élections justes et équitables

Les paragraphes suivants contiennent un résumé des commentaires reçus au cours des consultations qui peuvent ne pas représenter nécessairement le point de vue du gouvernement du Canada.

- 1. Améliorer l'éducation aux médias et les habiletés numériques.** Les participants nous ont dit que le gouvernement devrait fournir aux particuliers (fonctionnaires, membres du secteur privé, citoyens canadiens) les outils dont ils ont besoin pour reconnaître les informations compromises sur les médias sociaux, pendant et entre les périodes électorales. Voici les suggestions des participants :
 - a. un apprentissage et des mesures incitatives adaptés aux besoins des différents groupes démographiques et collectivités;
 - b. des partenariats externes (secteur privé, provinces et territoires, groupes de jeunes) et avec les organisations de la société civile (OSC) pour soutenir l'apprentissage et l'éducation :
 - collaboration à l'élaboration des lignes directrices, des outils et des programmes d'éducation,
 - mobilisation précoce et fréquente pour garantir une bonne adéquation avec les besoins du groupe d'intervenants,
 - soutien à l'établissement de relations et à l'idée d'un impact civique;
 - c. un langage clair et un contenu accessible pour expliquer les activités, les responsabilités, les risques et les mesures d'atténuation.
- 2. Créer des communications cohérentes et authentifiées.** Selon les participants, le gouvernement devrait créer des communications claires, directes, simples et présentant l'image de marque pour aider les particuliers à trouver des sources d'information fiables sur des sujets comme les élections. Le public pense que cela lui permettrait de mieux connaître les institutions et d'avoir une plus grande confiance en celles-ci. Voici les suggestions des participants :
 - a. des sources cohérentes et fiables, authentifiées par la technologie sur diverses plateformes;
 - b. soutien à l'établissement de relations permanentes, en comblant les fossés qui se creusent.
- 3. Bâtir des cadres politiques et juridiques plus solides.** Les participants ont fait remarquer que le gouvernement devrait renforcer les cadres juridiques et politiques pour améliorer la

transparence et la responsabilisation de tous les acteurs clés de cet écosystème (par exemple, plateformes de médias sociaux). Voici les suggestions des participants :

- a. imposition en temps utile d'une responsabilité et de conséquences, à défaut de supprimer l'information erronée ou de prendre les mesures nécessaires;
 - b. compréhension commune des conditions, suppression du consentement (adhésion ou non-adhésion);
 - c. réalisation d'un plus grand nombre de recherches sur l'incidence des médias sociaux sur la société (médias sociaux en tant que place publique, conséquences sur la santé mentale, etc.) afin d'élaborer des cadres politiques et juridiques solides qui permettraient de lutter efficacement contre la désinformation et la mésinformation, tout en protégeant la liberté d'expression et de réunion.
- 4. Garantir un accès équitable à Internet à travers le Canada.** Selon certains participants, l'accès à Internet devrait être considéré comme un droit de la personne et distribué équitablement à l'échelle du Canada. Un participant a même proposé qu'EDSC commence à jouer un rôle dans ce contexte.

QUELLES SONT LES PRATIQUES EXEMPLAIRES INTERNATIONALES?

1) Domaines stratégiques de l'OCDE

Désinformation

Le rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) d'août 2020 intitulé [Les mesures de gouvernance publique face à la désinformation – Comment les principes de gouvernement ouvert peuvent éclairer les choix stratégiques](#) souligne que depuis les deux dernières années, le baromètre de confiance Edelman révèle que les fausses informations sont une source d'inquiétude pour près de sept personnes sur dix dans le monde. Par exemple, aux États-Unis, 63 % des Américains considèrent la désinformation comme un « problème majeur de la société » (Institute for Public Relations, 2019). La désinformation peut avoir des conséquences très néfastes et tangibles hors ligne, comme en témoigne la diffusion de contenus antivaccins et sur les traitements dont l'efficacité n'a pas été démontrée pour lutter contre la COVID-19. Le rapport indique que le gouvernement devrait se

concentrer sur les efforts de communication publique pour lutter contre la désinformation, les mesures directes visant la désinformation, les mesures réglementaires et juridiques, et les politiques en matière de médias et de participation citoyenne.

Communications

De surcroît, l'OCDE a publié en juillet 2020 un rapport intitulé [Transparence, communication et confiance : Le rôle de la communication publique pour combattre la vague de désinformation concernant le nouveau coronavirus](#), selon lequel, la pandémie de COVID-19 s'accompagne d'une vague de désinformation qui sape les interventions stratégiques et alimente la méfiance et l'inquiétude des citoyens. Il incite à une série de mesures gouvernementales sur la désinformation, y compris :

1. cerner et démystifier la désinformation;
2. élaborer des stratégies de communication, des plans et des mécanismes de coordination;
3. prendre des mesures réglementaires et juridiques (réglementation du contenu des médias sociaux, application de la transparence des plateformes, etc.);
4. adopter des politiques en matière de médias et de participation citoyenne (par exemple, éducation aux médias).

2) Domaines stratégiques du PGO

Espace civique

La lutte contre la désinformation et le maintien d'élections justes et équitables est également un **domaine d'intervention clé pour le PGO**. Dans le cadre du domaine stratégique général de la **protection de l'espace civique**, le PGO a publié un rapport mondial intitulé « [La démocratie au-delà des urnes](#) ». Dans ce rapport, il demande aux gouvernements de prendre des mesures collectives pour assurer le maintien d'élections justes et équitables, en plus de prendre des mesures pour s'assurer que la voix des citoyens ne se limite pas au jour du scrutin.

COVID-19

Le PGO a souligné l'importance de l'intervention gouvernementale pour lutter contre la désinformation pendant la pandémie dans le guide qu'il a publié en mai 2020 intitulé [Guide pour un gouvernement ouvert et le Coronavirus : Mésinformation et protection de la liberté d'expression](#). Dans ce rapport, le PGO signale que la pandémie de COVID-19 est une occasion clé pour combattre la désinformation, car la propagation rapide de la désinformation et de la mésinformation peut nuire considérablement au succès des mesures et de la reprise. S'alignant sur la position du secrétaire général des Nations Unies (ONU) et du directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui ont attiré l'attention sur l'« infodémie » de la mésinformation, qui a eu une incidence négative sur la réponse à la crise, **le PGO a lancé un certain nombre d'appels à l'action aux gouvernements**, notamment :

1. lutter contre la mésinformation, la désinformation et les discours haineux en évaluant, réformant et révisant les règles relatives au contenu et à la diffamation, selon les besoins,

- en consultation avec les responsables des médias et des plateformes technologiques, et la société civile;
2. désigner des unités précises au sein des gouvernements qui peuvent immédiatement identifier et contrer les tendances à la désinformation, tout en évitant les mesures punitives qui pourraient conduire à la censure;
 3. approfondir les connaissances en mettant en place des programmes de formation et en mobilisant des organisations représentant les femmes et les minorités dans l'élaboration de solutions à la désinformation, au harcèlement et à la violence sur les plateformes en ligne.

3) Plans d'action nationaux

Exemple d'engagement proposé par le PGO

« Les membres de l'OGP [du PGO] demandent aux entreprises de médias sociaux de se conformer à des codes de conduite les obligeant à signaler les abus ou les manipulations de leurs plateformes. Ces entreprises devraient collaborer étroitement avec les universitaires, la société civile et les gouvernements pour identifier et analyser les contenus malveillants. »

Un examen des PAN de 18 pays membres du PGO qui adhèrent aux pratiques exemplaires du PGO (Arménie, Ukraine, Équateur, Mexique, Allemagne, Indonésie, Italie, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Corée du Sud, Suède, Royaume-Uni, États-Unis, Australie, Brésil, Danemark, France) a révélé que **certains de ces pays membres** avaient **pris des engagements concrets** ou mentionné la lutte contre la désinformation et le maintien d'élections justes et équitables dans **leur PAN le plus récent**.

- Le [plan d'action de l'Indonésie](#) comporte un engagement lié au **maintien d'élections justes et équitables**. Son engagement intitulé [traduction] « *Intégration des données pour accroître l'ouverture dans la gestion des élections nationales et des élections régionales* » prévoit le développement de **données électorales intégrées** aux fins de l'adoption du principe d'une « donnée unique », c'est-à-dire accessible, réutilisable et pouvant être redistribuée par tous. L'engagement prévoit également la **publication du résultat du dépouillement des votes** et la communication du profil législatif et de direction des candidats sur le portail officiel afin que le public puisse trouver l'information facilement.
- Le [plan d'action de la Suède](#) (seulement disponible en anglais) ne comporte pas d'engagement explicite sur la lutte contre la désinformation et le maintien d'élections justes et équitables, mais il mentionne d'autres initiatives contribuant aux domaines stratégiques du PGO, **notamment une enquête sur un effort national pour l'éducation aux médias et à l'information et la conversation démocratique**. Le mandat de l'enquête consiste à **accroître la résistance des gens à la désinformation, à la propagande et aux propos haineux en ligne**. Le mandat vise également à compléter, à renforcer et à faire connaître les initiatives en cours, à diffuser les bons exemples de méthodes pour **prévenir et contrer les campagnes de désinformation, de propagande et de haine en ligne**, à compiler et à diffuser des connaissances sur la façon dont les **environnements et les espaces numériques peuvent aider à mobiliser les citoyens et à les faire participer** à la démocratie, au

repérage des lacunes dans les connaissances et à l'analyse de la nécessité de poursuivre les initiatives dans le cadre d'un dialogue avec les acteurs concernés.

- Le rapport de la **commission parlementaire du Royaume-Uni** sur la désinformation et les « fausses nouvelles » recommande la prise de mesures stratégiques, par exemple l'obligation pour les entreprises de médias sociaux de retirer les sources connues de contenus nuisibles, y compris les sources avérées de désinformation. En outre, certains experts des cadres des droits civiques, comme l'**International Center for Not-for-Profit Law**, attirent l'attention sur le fait que si la désinformation ou les fausses nouvelles sont un problème, le cadre juridique doit garantir que le gouvernement n'est pas l'arbitre de ce qui est la « vérité ». Le contenu doit faire l'objet d'un examen indépendant et ne doit pas être retiré, à moins que le gouvernement ne remplisse les trois conditions requises pour restreindre la liberté d'expression.

QUELLES SONT LES PROCHAINES ÉTAPES?

- Comme l'indique l'[analyse du PAN de 2018-2021](#) du chercheur du Mécanisme d'évaluation indépendant (MEI) du PGO, « *la qualité et la véracité des informations détenues par le gouvernement auxquelles les citoyens ont accès constituent l'un des nombreux facteurs qui contribuent au niveau de confiance qu'ils accordent aux institutions démocratiques. Un autre facteur contributif (...) est la qualité et la véracité des informations circulant dans la médiasphère sur les questions liées au gouvernement et aux politiques publiques* ». Pour renforcer l'incidence de l'engagement « *démocratie saine* », dans ce nouveau plan d'action, une attention particulière devrait être accordée à l'élaboration de communications gouvernementales cohérentes et authentifiées. Une autre priorité importante pourrait être l'amélioration de l'éducation aux médias et des habiletés numériques afin de donner aux citoyens les outils nécessaires pour être en mesure de reconnaître les informations compromises lorsqu'ils sont en présence de celles-ci.
- Le chercheur du MEI propose également « *qu'une approche centrée sur les problèmes pour s'attaquer aux "campagnes de fausses informations" et de "fausses nouvelles", (...) pourrait être axée, par exemple, sur un travail en tandem avec des organisations de la société civile et d'autres parties prenantes pour piloter des initiatives visant à enquêter sur l'impact des initiatives et programmes solides de données publiques ouvertes en matière de lutte contre la désinformation et les prétendues fausses nouvelles* ». Une autre priorité pourrait donc consister à établir des partenariats avec divers intervenants pour travailler à la lutte contre les initiatives liées à la désinformation. Il pourrait également être intéressant de continuer à renforcer le cadre politique et juridique en partenariat avec le secteur privé et les entreprises de plateformes de médias sociaux.
- En plus de nous faire part de leurs préoccupations concernant la lutte contre la désinformation et le maintien d'élections justes et équitables, les participants aux consultations ont également fait savoir qu'il serait avantageux de tirer parti des valeurs générales de gouvernement ouvert dans le cadre de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation des politiques et des programmes sur des questions touchant la société. Les ministères et la société civile devraient donc également commencer à réfléchir à des initiatives concrètes et réalisables qui

intégreraient les principes de gouvernement ouvert pour lutter contre la désinformation et préserver l'intégrité des élections et qui donneraient également lieu aux éléments suivants :

- a. une **collaboration** accrue entre l'ensemble du gouvernement du Canada et les provinces, les territoires et les municipalités, et les intervenants externes, y compris le milieu universitaire, le secteur sans but lucratif et le secteur privé;
- b. une **mobilisation significative des intervenants** afin d'accroître la sensibilisation et leur communiquer les décisions sur les politiques et les programmes tout au long du processus, et non pas seulement de façon ponctuelle ou après coup;
- c. l'application d'une optique de **diversité, d'inclusion et d'équité** à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques et des programmes (par exemple, analyse comparative entre les sexes Plus - ACS+) à toutes les étapes du processus de concrétisation de l'engagement.